

PRISE EN COMPTE DE L'AUTOCONSOMMATION DANS LA STRUCTURE DU TURPE HTA-BT ET DES TARIFS REGLEMENTES DE VENTE

CONTRIBUTION D'ENGIE

Préambule :

L'autoconsommation (AC) est une figure incontournable de la transition écologique et une solution avérée à la disposition des pouvoirs publics pour la réalisation des objectifs portés par la France lors de la COP21.

Le législateur en a fait un élément central de la loi sur la transition énergétique en y affirmant que les politiques publiques soutiennent l'autoconsommation d'électricité (article 2 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 *relative à la transition énergétique pour la croissance verte*) et en habilitant le Gouvernement à mettre en place un régime spécifique de TURPE de nature à permettre le développement de l'autoconsommation (article 119).

Ceci étant, en dépit d'une volonté politique gravée clairement dans la loi et réaffirmée à plusieurs reprises par le Gouvernement, il n'en demeure pas moins que la France enregistre un fort retard par rapport à ses voisins en ce qui concerne le développement de l'autoconsommation. Comme la CRE l'a d'ailleurs explicitement mentionné dans sa délibération N°2018-027, on ne compte que 20 000 autoconsommateurs en France (soit 0,3‰ de la population) contre 1,5 millions en Allemagne (17,4 ‰), 750 000 au Royaume -Uni (11,5 ‰), 630 000 en Italie (10,5‰) et 380 000 en Belgique (33,4‰). Ainsi, la France dispose de vingt fois moins d'autoconsommateurs que sa voisine belge.

Face à ce constat, il est indispensable que des mesures soient prises pour accélérer le développement de l'autoconsommation. Il est donc nécessaire, conformément à l'article L.315-3 du Code de l'Energie, que la CRE mette en place un TURPE spécifique pour l'autoconsommation et, conformément à l'article 2 de la LTECV et à l'article L.452-3 du code de l'énergie, qu'il soit incitatif quant à son développement.

D'une façon plus générale ENGIE considère que les principaux enjeux sont (i) d'inciter au développement de l'autoconsommation en levant les freins, aujourd'hui multiples, (ii) d'ajuster le dispositif de soutien (explicite et implicite) pour atteindre les objectifs chiffrés ambitieux que la France doit se donner dans le cadre de la PPE et en particulier pour l'autoconsommation et (iii) d'adapter le TURPE à terme afin de contribuer au développement de l'AC.

Pour ENGIE, les principales mesures permettant de prendre acte des spécificités et des services qu'offre l'autoconsommation sont les suivantes :

- Maintien de la composante de soutirage pour l'autoconsommation individuelle, faute de données suffisantes communiquées par les gestionnaires de réseau et objectivées par la CRE,
- Mise en place d'un « timbre vert » spécifique pour l'autoconsommation collective, prenant en compte uniquement les flux échangés au sein de la communauté (le dispositif proposé par la CRE conduit à une évolution du TURPE très insuffisante) ;
- Accès aux données des gestionnaires de réseaux permettant d'identifier les collectifs d'autoconsommation possibles et permettre aux acteurs de marché de proposer des offres ;
- Pas d'options spécifiques à l'autoconsommation pour les TRV ;
- Facturation du montant du « timbre vert » et des taxes associées à la Personne morale organisatrice (PMO) de l'autoconsommation collective plutôt que directement aux consommateurs ;
- Maintien du choix de l'option quatre index par l'utilisateur du réseau ;
- Modalités tarifaires et dispositif de soutien identiques, que l'autoconsommateur fasse appel à un tiers investisseur ou non

Enfin, ENGIE conteste les orientations proposées par la CRE dans sa délibération 2018-027 du 15 février 2018 car elles sont de nature à porter un coup de frein brutal au développement de l'autoconsommation. Ces orientations sont en contradiction avec les orientations de politique énergétique fixées notamment par la LTECV et dans un contexte où la France accuse un très grand retard.

1. Avez-vous des remarques sur les principes et critères retenus par la CRE pour la construction des tarifs de réseau ?

Si d'une façon générale, ENGIE partage les grands principes retenus par la CRE pour construire le TURPE, certains d'entre eux pourraient être réinterrogés à l'aune de l'évolution des marchés.

En effet, la production se décentralise progressivement ; ainsi une part grandissante de l'énergie n'emprunte plus que des réseaux locaux.

Concernant le critère « d'efficacité », l'autoconsommation qui répond pleinement aux objectifs de la politique énergétique, devrait être incitée par des coûts de réseaux facturés de façon significative sous la forme d'une part variable, incitant les auto consommateurs à réduire leur soutirage et à économiser l'électricité. Réduire la part variable irait en particulier à l'encontre des efforts d'efficacité énergétique.

Concernant l'horosaisonnalité, si sa prise en compte passe par un TURPE à 4 index, ENGIE est opposé à le rendre obligatoire pour une partie seulement des utilisateurs et souhaite que **le choix de l'option à quatre index par l'utilisateur du réseau reste facultative**. En aucun cas, il ne devrait être possible de rendre obligatoire cette option pour les seuls autoconsommateurs.

ENGIE est opposé à la mise en place d'un TURPE comportant une composante d'injection, au-delà de sa valeur actuelle. Une telle mesure introduirait une discrimination entre les solutions décentralisées d'une part et les solutions centralisées d'autre part. Cette composante pénaliserait injustement la production française, en concurrence avec les productions étrangères. En outre, elle asphyxierait l'autoconsommation française, déjà très en très retard par rapport à celle des autres pays européens.

2. Êtes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs individuels ? Si non, quelles modifications devraient-elles être apportées ?

Concernant l'autoconsommation individuelle ENGIE est favorable à la proposition de la CRE consistant à maintenir en l'état des composantes de soutirage payées par les autoconsommateurs.

Cette question devra être traitée sur les bases d'une meilleure connaissance des impacts de l'autoconsommation individuelle. Ses impacts sont encore mal connus du fait de l'insuffisance d'analyses des profils de consommation, des comportements des consommateurs et des évolutions technologiques futures (stockage, digitalisation,...). Toutefois, les technologies de stockages, en permettant de dissocier la consommation et la production, offrent un avenir prometteur pour le développement de l'autoconsommation.

ENGIE partage l'analyse de la CRE sur les raisons conduisant à ne pas définir une composante de soutirage spécifique aux autoconsommateurs. Nous souhaitons dans ces circonstances que la CRE privilégie une évolution prudente et progressive de la tarification des réseaux en fixant des cibles à l'horizon du TURPE 6 ou voire 7, après avoir réalisé un bilan du déploiement de l'autoconsommation et constaté un réel décollage de son déploiement et de l'utilisation du stockage.

3. Quels devraient être selon vous les chantiers prioritaires en vue du TURPE 6, afin de maintenir la capacité du TURPE à refléter les coûts générés par l'ensemble des utilisateurs ?

Pour ENGIE, les chantiers à ouvrir pour le TURPE 6 pourraient être les suivants :

- **Créer un statut de stockeur d'électricité et adapter le TURPE à cet usage. Pour bénéficier pleinement des services procurés par le stockage décentralisé, il conviendra de faire évoluer le TURPE afin de pouvoir lui appliquer le principe actuel, consistant à en faire supporter le coût par l'utilisateur final de l'électricité, alors qu'aujourd'hui, l'électricité stockée supporte deux fois le TURPE. D'autre part, il conviendrait de mettre en cohérence le TURPE facturé aux utilisateurs de stockages décentralisés ou de STEP, considérés comme des utilisateurs électro-intensifs ;**
- **Prévoir dans les coûts à couvrir par le TURPE, ceux correspondant aux travaux de digitalisation autour des processus associant clients, fournisseurs et gestionnaires de réseau.** En effet, la digitalisation constituera un enjeu majeur pendant la période couverte par le TURPE 6 ;
- **Prévoir dans le TURPE, le dispositif de rémunération associé au recours à des services de flexibilité par les gestionnaires de réseau,** selon des mécanismes de marché, transparents et ouverts (stockage, effacements, véhicules électriques...).

4. Êtes-vous favorable au maintien en l'état des composantes de comptage et de gestion payées par les auto consommateurs individuels ? Si non, quelles modifications devraient-elles être apportées ?

Composante de comptage : la proposition de la CRE convient à ENGIE.

Composante de gestion : le manque de visibilité sur le calcul du niveau forfaitaire établi par la CRE ne permet pas à ENGIE de porter une appréciation.

5. Etes-vous favorable aux composantes de soutirage proposées par la CRE pour les consommateurs situés en aval d'un même poste HTA/BT et participant à des opérations d'autoconsommation collective ?

ENGIE est favorable aux principes proposés par la CRE, visant à définir une composante de soutirage spécifique pour les quantités d'électricité « autoproduites » s'inscrivant dans le cadre de l'article 16 de la directive 2009/28/CE, qui prévoit : « A cet égard, l'article 16 de la directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables, précise que « Les États membres veillent à ce que les tarifs imputés par les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution pour le transport et la distribution de l'électricité provenant d'installations utilisant des sources d'énergie renouvelable tiennent compte des réductions de coût réalisables grâce au raccordement de l'installation au réseau. Ces réductions de coût peuvent découler de l'utilisation directe du réseau basse tension » ».

Toutefois, la méthode utilisée par la CRE appelle les remarques suivantes :

- **ENGIE est opposé au principe d'un TURPE 4 index obligatoire pour l'AC collective,**
- **Pour l'électricité « alloproduite »,** il n'est pas acceptable que les valeurs proposées par la CRE pour les grilles 4 index soient différentes (souvent supérieures) à celles du TURPE général ; ce qui reflèterait une tarification à l'usage, donc par nature, discriminante.
- **Pour l'électricité « autoproduite », ENGIE soutient le principe proposé par la CRE de ne faire porter aux utilisateurs que les coûts réellement générés (notion de « timbre vert »).**
- Plus généralement, la méthode proposée apparaît très complexe et repose sur des hypothèses (netting, forfaitisation, pas-de-temps pris en compte...) conduisant à des valeurs de timbre vert élevées et contre intuitives dans la mesure où les quantités échangées transitent physiquement sur des réseaux extrêmement restreints par rapport à ceux qui sont empruntés par l'énergie qui aurait été produite dans une centrale nucléaire, par exemple. Dans tous les cas, aucune raison objective ne peut motiver que la composante de soutirage dépasse les coûts occasionnés aux réseaux BT.
- En conclusion, la méthode proposée par la CRE ne confère pas d'avantage à l'autoconsommation collective ; elle peut même dans certains cas aboutir à l'effet inverse.

Pour affiner les méthodes de calcul, et afin de pallier l'absence de données factuelles sur les usages (injection, soutirage) de l'autoconsommation, il est nécessaire de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre à disposition ces données auprès du régulateur et des parties prenantes, comme le demandent les deux récentes lois République Numérique et LTECV. Dans cette dernière, l'article 179

demande que la politique énergétique puisse s'appuyer sur les « *données économiques nécessaires à l'élaboration des dispositions réglementaires définissant les dispositifs de soutien à la production de certaines formes d'énergie et aux économies d'énergie.* ». L'article rappelle également que « *les gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité sont chargés de mettre à la disposition des personnes publiques, à partir des données issues de leur système de comptage d'énergie, les données disponibles de consommation et de production d'électricité dont ils assurent la gestion* ».

Par ailleurs, l'autoconsommation collective (ACC), telle que voulue par le législateur, n'est possible que si le gestionnaire de réseau public de distribution met à disposition des acteurs de marché, des données leur permettant de faire émerger des projets d'autoconsommation collective sans avoir à les rechercher au préalable auprès de ces mêmes gestionnaires de réseaux de distribution. Il s'agit notamment, des données qui permettent d'identifier les PRM, avec leurs caractéristiques de consommation et de puissance à l'aval d'un même poste HTA/BT.

Le traitement de cette question est une condition indispensable au développement de l'autoconsommation collective.

6. Etes-vous favorable à la mise en place d'une composante de gestion exclusivement applicable aux participants à une opération d'autoconsommation collective, majorée de 50% par rapport à la composante de gestion d'un utilisateur ne participant pas à cette opération ?

En l'absence d'études et de données, ENGIE ne peut se prononcer.

Dans sa future délibération, ENGIE souhaite que la CRE précise bien si la composante de gestion est facturée à chaque participant à l'opération de d'autoconsommation collective ou bien si elle est facturée à la personne morale organisatrice (PMO).

7. Etes-vous favorable aux modalités de prise en compte de l'autoconsommation individuelle et collective dans les TRV envisagées par la CRE ?

Concernant les tarifs réglementés de Vente d'électricité, ENGIE prend acte de la décision rendue par le Conseil d'État sur les tarifs réglementés de vente de gaz naturel par laquelle il a estimé que ce dispositif était contraire au droit européen. Une telle décision devra s'appliquer aux tarifs réglementés de vente d'électricité.

Par ailleurs, ENGIE, qui a toujours marqué sa forte opposition au développement d'un marketing autour des TRV, est strictement opposé à des options « autoconsommation » du TRV qui ne feraient que figer les clients dans leur TRV et conforter un peu plus la part dominante d'EDF sur le marché.

Pour faciliter la gestion des communautés énergétiques, **le montant du TURPE « timbre vert » devrait être facturé à la personne morale**, charge à elle d'en répartir le montant entre les consommateurs concernés. Cette disposition, qui nécessite des évolutions contractuelles impliquant les gestionnaires de réseaux, conduirait à mettre en place des logiques de répartition de coûts, à l'instar de celles pratiquées par les syndicats de copropriétés ; elles éviteraient aux fournisseurs de clients ayant choisi d'adhérer à un dispositif d'autoconsommation collective de développer des outils de gestion clientèle, notamment en phase de lancement pendant laquelle les règles ne sont pas encore posées.

8. Autres remarques

ENGIE rappelle que le développement de l'autoconsommation nécessite plusieurs adaptations :

- **Simplifier les procédures contractuelles pour permettre** la mise en place d'une autoconsommation individuelle en moins de 6 semaines (contre 4 mois - voire davantage - à présent !) : **adoption d'un mode déclaratif pour le raccordement et l'accès au réseau des installations en AC individuelle** (de puissance inférieure à 36kVA) et évolution vers un **contrat unique regroupant le contrat unique de soutirage et le CRAE, auquel pourrait être adjoint le contrat d'achat et l'accord RE injection, sous la forme d'une option détachable,**
- **Prévoir l'évolution du cadre de régulation pour permettre le déploiement de solutions utilisant du stockage,**
- Prévoir, pour l'autoconsommation collective, de faire évoluer son périmètre autorisé, aujourd'hui beaucoup trop limité, de l'aval d'un transformateur HTA/BT à celui de quartiers,
-
- Etendre à l'autoconsommation collective les mécanismes de soutien applicables à date uniquement à l'autoconsommation individuelle.